



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

ÉGYPTE : RÉVOLUTION, ACTE II

UN ESPOIR

POUR TOUS LES PEUPLES

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 4 JUILLET 2013

Dimanche, le raz-de-marée annoncé a bien eu lieu en Égypte. Combien étaient-ils ? Quinze millions, vingt millions ? Davantage encore dans la rue ? Le dimanche étant un jour « ouvré », c'est toute l'économie qui était également paralysée. Depuis, le mouvement continue pour dire à l'adresse du président Morsi et des Frères musulmans : « *Dégage !* ». Comme Moubarak a délogé en février 2011.

UNE COLÈRE QUI VIENT DE LOIN

Elle vient de tellement loin qu'on peut dire que c'est la révolution elle-même qui ne s'est jamais interrompue en Égypte.

Une révolution ressemble rarement à un coup de tonnerre : c'est un long processus où la population commence à se mêler directement de ses affaires, hésite, tâtonne, revient à la charge.

En février 2011, une grande partie de la population a cru que l'armée était à ses côtés, avant de se faire réprimer comme avant, jusqu'aux affrontements de décembre de 2011. Après quoi, l'armée a commencé à se mettre prudemment en réserve, laissant les Frères musulmans mener leur campagne. Morsi a été élu en juin 2012, mais dès décembre 2012, les affrontements ont repris, la présidence assiégée pour protester contre une constitution imposée à la hussarde, à la suite d'un référendum où plus de 60 % de la population s'était abstenue.

Depuis deux mois, c'est tout un mouvement qui s'est construit autour d'une pétition : « *Tamarod* » (la rébellion). Elle a obtenu plus de vingt millions de signatures, bien plus que les 14 millions de voix obtenues par Morsi lors des présidentielles !

LA CRISE S'APPROFONDIT

« *Pour la démocratie et pour le pain* » : ces revendications de 2011 restent d'actualité. Les classes possédantes continuent à s'enrichir tandis

que l'appareil répressif reste de leur côté : les Égyptiens ont vite appris qu'il ne suffit pas d'élire un nouveau président pour que ça change.

Le peuple n'a jamais adhéré massivement au programme des intégristes religieux, comme on a voulu parfois le faire croire ici : les Frères musulmans étaient le plus ancien parti d'opposition à la dictature encore debout. En un an, ils ont perdu tout leur crédit, corrompus, comme les autres.

Le véritable moteur de la révolution, c'est la hausse des prix - la misère insupportable lorsque 40 % de la population doit vivre avec moins de 1 dollar par jour - l'absence de travail, de logement...

Les banques occidentales et le FMI exigent chaque jour du gouvernement de nouvelles mesures d'austérité. Si le FMI vient de promettre 4,8 millions de dollars d'aides à l'Égypte, c'est en y mettant comme condition la réduction de toutes les dépenses sociales, dans ce pays où tous les grands trusts mondiaux, de la métallurgie au textile, font de si bonnes affaires.

On comprend pourquoi Barack Obama a soutenu jusqu'à présent le président Morsi, en y voyant un gage de stabilité. Aujourd'hui il hésite, propose un arrangement avec les partis d'opposition « modérés », dans

l'espoir qu'ils continuent la même politique.

LA RÉVOLUTION CONTINUE...

L'ultimatum de l'armée a provoqué un immense soulagement. Est-ce à dire que la population va renouer avec ses illusions ? Pas sûr. La crise va continuer à s'approfondir, épuiser les solutions de compromis qui préservent l'ordre ancien.

Le manque d'expérience et d'organisation est réel. Mais d'Athènes à Istanbul, en passant par Rio de Janeiro et Tunis, c'est tout cet ordre ancien confronté à la crise du capitalisme qui commence à être ébranlé. L'espoir est de ce côté-là.

A eux - mais aussi à nous ici - de tracer les perspectives d'un monde nouveau, débarrassé de l'exploitation et de l'oppression.



«FAUTE INEXCUSABLE» :

RENAULT A NOUVEAU CONDAMNÉ

Jeudi dernier, Renault a été condamné pour « *faute inexcusable ayant entraîné la mort d'un salarié* », en février 2007. C'est la troisième condamnation de Renault.

Dans une lettre d'adieu retrouvée à son domicile, ce salarié avait révélé les raisons qui l'avaient poussé à en finir: «*Je ne peux plus rien assumer, ce boulot c'est trop pour moi, ils vont me licencier et je suis fini, je ne saurai pas faire son top série de merde à Ghosn (sic) et à Hamel, pardon, bonne chance*». Dès 2011, ce suicide avait déjà été reconnu comme accident du travail par la justice.

En 2007, 4 suicides s'étaient succédés, en 3 mois, au Technocentre. La justice avait déjà reconnu la « *faute inexcusable* » dans les suicides de deux autres employés de Renault, pour le premier en 2011 et le second en mai 2012. En cause, la pression à la productivité et la peur permanente qui font office d'organisation du travail.

Pourtant, malgré les condamnations qui se succèdent, la direction de Renault persiste dans sa faute criminelle. Depuis le début de l'année, après une tentative de suicide au Centre Technique de Lardy, c'est à l'usine de Cléon qu'un salarié a laissé une lettre, avant de se pendre dans l'usine, y disant : « *tu expliqueras ça à mes filles, Carlos [Ghosn, PDG de Renault]* ».

A Renault comme ailleurs, l'aggravation des conditions de travail avec les plans de compétitivité, ne fait qu'aggraver cette situation. Il faut y mettre un coup d'arrêt.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE BRÉSILIEN !

Après une décennie de relative paix sociale sous les gouvernements successifs du Parti des travailleurs, le Brésil vit actuellement la mobilisation la plus importante depuis la destitution, pour corruption, de l'ex-président Collor, en 1992.

L'élément déclencheur du mouvement, qui a mis dans la rue des millions de personnes dans les principales villes du pays, a été la flambée des prix du transport. Dans une ville comme São Paulo, le prix du ticket de transport dépasse 1 € alors que le salaire minimum est en-dessous de 250 €. Mais la vague de colère qui a engendré de violents affrontements, notamment à Belo Horizonte et Rio, a des causes bien plus profondes.

Derrière l'image de puissance régionale « émergente » se cache une inflation vertigineuse, entraînant une baisse importante du pouvoir d'achat, dans un pays qui n'a jamais supprimé ses profondes inégalités, ni surmonté l'absence de services publics de qualité.

Voilà pourquoi les dépenses faramineuses pour la Coupe du Monde de foot en 2014 et les JO de 2016, ainsi que les scandales de corruption successifs sont de plus en plus inacceptables aux yeux des travailleurs et de la jeunesse. La

répression violente de la police n'a fait que renforcer la mobilisation.

Le gouvernement promet un référendum pour changer la constitution et combattre la corruption. Mais ce n'est pas un référendum qui mettra fin à l'enrichissement éhonté de la bourgeoisie qui maintient la majorité de la population dans la pauvreté. Ce que la pression de la rue a commencé, elle seule peut le continuer, afin que les classes populaires obtiennent enfin leur dû.

LE SCANDALE DE L'AFFAIRE TAPIE

Bernard Tapie serait donc le chef de cette « bande d'escrocs organisée » qui lui a permis de mettre la main, en 2008, sur 403 millions d'euros de fonds publics, dans l'affaire de la revente d'Adidas ? Pourtant, juste avant de se rendre à la convocation des juges, il s'était exclamé sur Europe1: «*Qu'est-ce que vous croyez? Des rendez-vous comme celui-là, j'en ai eu sept avec Eva Joly. Résultat: six non-lieu et une relaxe [...] même système, même procédure, j'en ai rien à foutre*»...

En tout cas, il vient en tout cas d'être mis en examen, à la suite de Stéphane Richard, ex-directeur de cabinet de Christine Lagarde et actuel PDG d'Orange, impliqué dans la même affaire.

Un Stéphane Richard qui n'en a pas moins, pour autant, reçu la « pleine confiance » des administrateurs de France Télécom, et donc en premier lieu du gouvernement Hollande-Ayrault.

Rien d'étonnant à cette solidarité : actionnaires, patrons, gouvernement, qui s'entendent à merveille pour soutirer le maximum de bénéfice de notre travail et de notre sueur, pour se verser des milliards de dividendes.

UNE MISE EN SCÈNE BIEN RODÉE

La Cour des comptes, présidée par le socialiste Didier Migaud, vient de produire un rapport constatant que le gouvernement devrait réaliser 28 milliards d'économies dans les deux prochaines années. Donc poursuivre le gel des salaires des fonctionnaires, réduire leur nombre, augmenter leur durée de travail et désindexer toutes les retraites et les prestations sociales de tous (allocations logement et chômage) de l'inflation.

Quant aux plus de 100 milliards d'euros dont l'État fait cadeau chaque année au patronat, la Cour des comptes n'a pas daigné regarder de ce côté-là. Histoire de montrer qu'elle a fait un choix: celui de se ranger aux côtés des plus riches !!

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique